

Syrie et les secrets DES états :

Le régime de Hafez el-Assad _et de son fils-héritier Bashar_ aime jouer et abuser du secret, c'est un fait entendu, et inhérent à toute dictature policière, c'est aussi un fait assez coutumier des états arabe. Toutefois, les orientations géopolitiques hors du commun du pays, depuis son état de guerre froide avec Israël, pilier occidental dans la région en passant par son occupation du Liban, à la demande de la droite libanaise, puis des islamo-progressistes, dont la rhétorique officiel fait une province syrienne ; elle a accumulé les suspicions.

Désormais alignée sur l'Iran, seul allié possible dans la région, et frontalière (sur 600km) de l'ex-frère ennemi baasiste Iraquien), ces conditions en font la proie de toutes les rumeurs, et la source d'autant de contre-informations. Parallèlement, à l'intérieur, les services « secrets », les *Mukhabarat*, font régner une atmosphère de soupçon généralisé.

Ces dernières années, cette politique du secret, et la propagande de ses multiples « adversaires » fit apparaître 4 grand thèmes récurrents et absolument insolubles, dans l'ordre chronologique, il s'agit de :

- 1 : Le passage de Jihadistes en Irak (à partir de 2003)
- 2 : L'assassinat du leader sunnite libanais Rafic Hariri (en 2005)
- 3 : La livraison de missiles Scud au Hezbollah (surtout depuis 2006)
- 4 : Le centre de recherches nucléaires bombardé par les israéliens (en 2007)

Nous allons présenter ici ces différentes questions, en commençant par celle qui eut le plus d'impact politique au sein de la communauté internationale, et dans les affaires internes de la Syrie, puisqu'il a provoqué, de fait, son retrait.

I : Le régime Syrien a-t-il assassiné Rafic Hariri, en 2005 ?

En février 2005, l'ex-premier ministre libanais, quelques mois après sa démission, était assassiné dans d'obscurs conditions.

Immédiatement, la « communauté internationale » accusait Damas d'une responsabilité directe dans l'attentat en dépit de ses dénégations. Une commission d'enquête internationale fut mise sur pied, dès le mois de décembre, les premières conclusions du rapport Mehlis révélaient l'ampleur des obscurités du dossier. 4 haut responsables libanais ont été arrêtés et sont resté longtemps incarcéréⁱ.

En parallèle, une série de manifestations, doublées de la pression occidentale, aboutissait au retrait militaire unilatérale de l'armée syrienne.

En mars 2006, le Conseil de Sécurité appelait à la création d'une instruction pour un tribunal spécial pour le Liban, confiant le dossier au belge, M. Brammertz dont l'équipe publia une série de 8 rapports. La coopération de la Syrie restait au centre de toutes les problématiques. C'était la première fois qu'un tribunal spécial enquêtait sur une affaire criminelle individualiséeⁱⁱ.

La commission Brammertz relève le rôle primordial de la résolution 1559 sur le contexte politique de l'attentat, cette dernière, proposée par les USA et la France reçut l'appui de certains pays aligné, néanmoins, la Russie, la Chine (mais aussi le Brésil et le Pakistan) l'assimilaient à une ingérence, et s'abstenaient. Elle découlait d'un compromis entre le point

de vu des néo-conservateur de l'équipe Bush, et la position de la présidence Chirac, soucieuse d'éviter tout débarquement militaire américain au pays du cèdre. La résolution exigeait entre autre l'arrêt des procédure constitutionnelles visant à maintenir Emile Lahoud (considéré comme pro-syrien) à la présidence, et le retrait immédiat des forces syriennes.

Pour la Syrie, la résolution ne s'accompagnait pas de menaces directes, d'autant que les pays du BRIC, dont Moscou et Pekin, se seraient fermement opposé à un mandat militaire pour mettre cette décision à exécution, de ce fait, plusieurs questions se posent :

-Damas a-t-il estimé que l'élimination du leader anti-syrien était un moyen de maintenir sa présence au Liban ? d'après le rapport Brammertz, un élément pourrait valider ce mobile, Damas aurait, selon certains témoignages jugés « crédibles », armé plusieurs groupuscules d'agitateurs pour justifier, à cette occasion, leur maintien, pour cause de restauration de l'ordre. Cette « preuve » reste néanmoins bien fragile compte tenu des résultats ; en effet...

-Le clan Hariri est-il affaibli depuis la disparition de Rafic ? Apparemment non, Saad Hariri a mené le bloc anti-syrien et remporté le scrutin et contrôle encore gouvernement à ce jour, nous verrons par la suite que depuis deux ans, celui qui réclamait vengeance de Bashar el-Assad a concédé un rapprochement, et le défend sur le dossier du Hezbollah...

L'objectif essentiel de la résolution 1559 a finalement été exaucé, et ce uniquement grâce à l'émotion populaire et internationale APRES l'attentat. Le maintien d'Emile Lahoud qui enfreint l'autre volet de la réoslution, apparaît dès lors comme une compromis entre Damas et le bloc anti-syrien. Cet arrangement, qui met un terme un un levier de pression occidental sur Damas pourrait justifier *a posteriori* une implication de la Syrie dans l'attentat. Ainsi, le régime Baasiste garde le contrôle des ressources libanaises et propose une solution de continuité qui apparaît, même aux pro-occidentaux, comme la moins pire des solution afin de garantir la stabilité...

Le rapport Brammertz a établi que le kamikaze « réel » était beaucoup plus jeune que Ahmed Abu Adas, qui revendiquait l'assassinat au nom du salafisme ; il serait génétiquement issu de régions plus arides que le Liban, où il n'aurait passé que quelques mois. Son identité et sa provenance restent à ce jour inconnues. Le véhicule lui avait été volé au Japon, et avait été vendu à Tripoli dans une boutique officielle (ce qui parait assez banal au pays du cèdre...), l'instruction espère par ce biais remonter aux acheteurs. Le rapport ajoute que la Syrie coopère de manière « globalement satisfaisante » et dans des « délais raisonnables » en se soumettant aux résolutions 1636 et 1644 de 2005 bien aux besoins de l'enquête et plusieurs hauts responsables ont été interrogés, néanmoins, des témoins affirment que les archives des *Mukhabarat* ont été détruites après le retrait militaireⁱⁱⁱ.

En définitive, même si les autorités syriennes ont tenté de brouiller les pistes en faisant pression (apparemment par des arrestations de proches) sur le témoin clé Taher Hussam qui a commis des rétractations publiques à la télévision, rien ne peut étayer, à l'heure actuelle, la repsonsabilité des *Mukhabarat* dans l'évènement. Ajoutons que le contexte proprement libanais (si tant est qu'il existe) peut tout à fait se suffire à lui-même : huit autres personnalités politiques dont Pierre Gemayel et Walid Eido, ont subi le même sort, avec des modes opératoires similaires dans les deux années qui on suivi. Le contrôle des groupes salafistes, comme les insurgés du Fatah al-Islam à Tripoli (que les anti-syrien accusent de jouer le jeu de Damas) est tout aussi difficile au Baas (que l'orthodoxie sunnite considère comme hautement apostat), qu'aux autres forces moyen orientales ou étrangères.

Ainsi, en Février 2008, Imad Mughniyah, chef militaire du Hezbollah, dont le volet politique mène le bloc anti-syrien au parlement fut assassiné dans une explosion à la voiture piégée à Damas. En septembre 2008, un autre attentat y tuait 28 personnes et fut imputé à des Jihadistes issus des camps palestiniens qui furent abattus par la suite.

Assiste-t-on dès lors à une poursuite de la guerre civile par attentats commandités, par manipulation de commandos salafistes ? Serait-ce un « retour de bâton du terrorisme » contre la Syrie depuis le rapprochement Syro-américain (2006-2007) et le renforcement des contrôles aux frontières irakiennes ?

II : Les gardes frontières syriens laissent-ils délibérément passer depuis 2003 des jihadistes internationaux vers le théâtre irakien ?

Le 12 mai 2004 G. W. Bush annonçait des sanctions économiques à l'égard de Damas dans le cadre du *Syria Accountability Act*, voté par le Congrès en novembre 2003 « après plusieurs mois d'efforts diplomatiques infructueux pour convaincre le gouvernement syrien de changer son inacceptable comportement »^{iv}.

1) Damas dans « l'axe du mal »

Le régime syrien entrait alors officiellement dans « l'axe du mal » des soutiens au terrorisme. Ceci n'était par ailleurs qu'un prolongement des sanctions datant de 1979, lors du retournement des alliances entre Damas et les maronites libanais, traditionnellement pro-occidentaux. A cette occasion, Naji Otri, chef du gouvernement syrien avait souligné, à juste titre, n'avoir « aucun intérêt à provoquer des problèmes avec l'administration américaine ». De plus, aucune sanction n'a jamais portée sur le secteur pétrolier, qui a reçu de nombreux investissements américains, lesquels étaient alors de fait les seules lésées par ces sanctions^v. A ce jeu du poker menteur, on doit rappeler que Damas n'a pas d'accointances particulières avec les mouvements salafistes, même s'il reste impossible de mesurer la capacité de manipulation des services secrets sur certains militants fanatiques (comme dans le cas algérien). D'un autre côté, on peut souligner l'intérêt, à court terme, pour Damas, de se débarrasser de nationaux et d'étrangers sunnites radicaux dans un milieu morbide plutôt que de les laisser fusionner avec la contestation rampante de la « plèbe sunnite » indigène.

2) Maintien de l'accusation :

En septembre 2005, l'ambassadeur des États-Unis en Irak, Z. Khalilzad accusait directement, Damas de permettre aux terroristes d'exploiter des camps d'entraînement en Syrie qui ont envoyé des centaines d'insurgés en Irak et que cette aide était en constante augmentation^{vi}. La Syrie refuse toute coopération directe, à la différence de la Jordanie ou de l'Arabie-Saoudite, ce faisant, elle empêche la coalition d'inspecter son territoire et donc d'avoir toute connaissance des activités des salafistes radicaux, ce qui, dans l'esprit des néo-conservateurs et des militaires et agents de renseignement, est une raison de soupçonner Damas de collusion avec ses ennemis. Ajoutons que désigner un ennemi étatique à l'échec sécuritaire, entre 2004 et 2007, est bien plus simple que d'expliquer les fondamentaux de l'état quasi-insurrectionnel de l'Irak sous l'occupation, on verra que cette tactique reste un des fondamentaux du régime irakien depuis lors.

3) Frappe préventive, dans le contexte d'un réchauffement...

Les forces spéciales américaines menaient un raid au sein du territoire syrien. Quatre hélicoptères attaquèrent une bâtisse en construction à Sukkariye à quelques km d'Abou Kamal^{vii}.

A l'époque, la question de la légitimité (étant donné l'illégalité de la manœuvre) a été posée, à une semaine des élections présidentielles, et peu après un bilan officiel relevant une baisse de 80% des « infiltrés depuis le printemps 2007. Ces estimations furent entérinées par Condry Rice dès septembre 2008, sans l'attribuer à des efforts syriens sur la question.

John Kelly continuait pourtant début octobre 2008 de souligner le caractère « poreux » de ces frontières, suite à l'analyse de documents saisis à Sinjar (Nord de l'Irak) en 2007 révélant que 90% des infiltrations venaient de Syrie Au même moment, il remontait des renseignements irakiens un « sentiment que des agents d'Al-Qaïda travaillent et vivent assez ouvertement du côté syrien ».

Cette première incursion hors d'Irak depuis l'invasion de mars 2003 découle-t-elle de l'exportation au théâtre euphratézien de la tactique des frappes ciblées (et illégales) menées par la coalition en pays Pashtun ?

4) Relations Irako-syriennes :

Malgré tout, depuis 2006, progressivement, et avec un nouveau souffle sous l'administration Obama, les relations syro-américains se normalisent.

Mais cette situation de mécontentement chronique finit par se 'répercuter' sur les relations qu'entretiennent, depuis son « émancipation », le nouvel Irak avec son traditionnel rival de l'ouest. En septembre 2009, suite à un crescendo d'accusations du gouvernement irakien et de l'autorité américaine à Bagdad contre le « laxisme syrien », la presse apprenait le déploiement de « milliers de renforts le long de sa frontière avec la Syrie pour empêcher les insurgés de franchir la frontière » .

Le gouvernement Maliki garantissait la possession de preuves liant Damas aux responsables des attentats anti-gouvernementaux de l'été, par la logique apparente d'une « connexion Baasiste », qui serait tactiquement allié à *Al-Qaida en Mésopotamie* (AQM).

Que déduire ?

Tout d'abord, on retrouve la vieille thématique de « l'exfiltration » de danger intérieurs chez les voisins ; imputée à Damas dans le cas libanais.

En second lieu, on hérite à nouveau du contexte de suspicion entre le « gendarme du monde », ses alliés, et un des seuls pays qui refuse l'alignement, forcément taxée, dans l'ère post-11 septembre, d'assistance au « Terrorisme ».

Finalement, on doit rappeler la haine entre les deux Baas d'Irak et de Syrie durant plus de deux décennies. Il reste hautement improbable que Damas ait une réelle volonté de pousser au pouvoir un nouveau Saddam Hussein qui serait un rival de poids.

Cela dit, l'axe Téhéran-Damas pourrait vouloir faciliter la débâcle américaine au moyen orient, et donc maintenir en vie une résistance moribonde, même si les deux capitales sont soucieuses, sur le moyen terme, de la déstabilisation que pourrait engendrer une « talibanisation » du pays.

III : La Syrie détenait-elle vraiment un réacteur nucléaire fourni par la Corée du Nord dans la région de l'Euphrate, en 2007 ?

Même environnement géographique, le bassin de la Jazîra, la Haute Mésopotamie, son isolation, son vivier sunnite traditionaliste, ses ressources en hydrocarbure.

Le 6 septembre 2007, Israël, au cœur de négociations indirectes pour une résolution du conflit qui l'oppose à la Syrie depuis 60 ans, lançait un raid aérien contre des installations, l'opération *Orchard*.

La Syrie a nié le caractère nucléaire de l'établissement.

A nouveau, CIA, Mossad et Mukhabarat se livre une guerre désinformation et de surinformation. Que sait-on à l'heure actuelle de ce dossier ?

1) Prémices et langue de bois

Peu avant, une explosion non-expliquée (?) avait déjà touché des installations de missiles Scud de la banlieue d'Alep un mois auparavant. Selon le rapport du groupe de défense Jane's, des iraniens seraient morts dans l'explosion, qui resterait accidentelle selon l'agence de presse Sana.

Des témoins de l'opposition locale auraient affirmé qu'on y armait du gaz moutarde sur des Scud, d'autres qu'on y préparait également les voitures piégées destinées à l'Irak^{viii}...

Sur l'affaire de Al-Hasakeh, alors que les Israéliens gardaient le silence, CNN affirmait 5 jours plus tard que le raid était destiné à un centre relais du Hezbollah en Syrie, le Washington Post^{ix}.

Deux jours plus tard, apportait l'hypothèse, issue de milieux « informés » qu'il pourrait s'agir d'un réacteur nucléaire fourni par un autre membre de « l'axe du mal », la Corée du Nord.

On sait en effet que la Chine, qui avait fourni un petit réacteur de recherches quelques années auparavant, a été stoppé par les pressions sur ce volet. Pendant trois longue semaine Israël se livre à sa coutumière langue de bois sur le principe: *nous savons que vous savez mais vous ne savez pas ce que nous savons* » avant de reconnaître début octobre cette grave infraction au droit international.

2) La guerre des versions :

Fin octobre, des photographies satellites étaient divulguées à la presse, montrant l'étonnante rapidité du « nettoyage » de la zone, selon certains observateurs, une preuve évidente que Damas avait quelque chose à se reprocher.

L'AIEA aurait découvert un nombre anormal de particules de graphites de nature nucléaire et d'uranium dans le hangar détruit par les forces spéciales israéliennes, le représentant syrien à l'Agence contestait la véracité de l'analyse, 80 particule d'uranium pour un demi million de tonnes paraît bien modeste... mais la sur-information occidentale avait prévu le coup, en accusant les syriens d'avoir nettoyé le terrain avant l'enquête^x.

Du côté de « l'agressé », les versions ont aussi évolué, Israël a touché un coin de désert, début septembre, devient « le hangar ne pouvait pas abriter d'installations de recherche nucléaire »^{xi} puisqu'il n'était pas fortifié ; et finalement, « nos recherches nucléaires ont un objectif civil », une fois le rapport de l'AIEA publié, en septembre de la même année. Finalement, pour expliquer la présence d'uranium, Damas l'imputait aux missiles israéliens, retournant ainsi la rhétorique de l'état voyou producteur d'armes de destructions massives.

Les deux versions semblant tout aussi improbable l'une que l'autre, gageons que la vérité se trouve quelque part entre les points de vue de Damas et de Tel-Aviv ; l'affaire des 'Scud de destruction massive' est aisément associable à des 'Scuds alliés du terrorisme'...

IV : La Syrie a-t-elle livré des Scuds au Hezbollah ?

La thématique de la livraison d'arme restait une attaque discrète, on soupçonnait (et plus) bien sûr Bashar el Assad d'assurer divers approvisionnements aux milices libanaises pro-syriennes. Jamais pourtant Israël n'avait assumé une accusation aussi directe et violente, la vente de missiles balistiques de moyenne-portée à un groupe qualifié de « terroriste » par américains et britanniques.

La résolution 1559 qui visait en premier lieu la Syrie, comportait le démantèlement des milices, ce qui, de toute évidence, n'a pas eu lieu, mais visait sans le nommer la toute puissante milice chiite du Hezbollah, directement en guerre contre Israël. Remarquons qu'il aurait été bien difficile à Damas de demander à des miliciens traqués comme des criminels par l'aviation israélienne à l'été 2006 de déposer les armes.

1) L'accusations et les points de vue

A la mi-avril, Shimon Peres accusait publiquement Damas de livrer des missiles Scud au Hezbollah. Ces déclarations ont provoqué la convocation du plus haut diplomate syrien à Washington pour des explications.

Une sénatrice démocrate, D. Feinstein a qualifié cette hypothèse de « *hautement probables*, signe de la persistance de visions néo-conservatrices au sein du camps démocrate. A l'inverse, John Kerry, président de la commission des Affaires étrangères, restait prudent tandis que l'ambassadeur espagnol au Liban (son pays préside l'UE et un général espagnol commande la Finul au sud Liban) dénonçait une totale absence de preuves

2) Stratégie israélienne et réactions du Hezbollah

Ces déclarations, quelques soient leur véracité, concordent avec une stratégie de diabolisation de l'ennemi trans-golanien, afin d'infléchir les orientations d'Obama au moyen orient, mais aussi de rappeler à la Syrie le danger de tout positionnement hostile, dans les négociations indirectes (interrompus) pour le Golan

Le dossier étant loin d'être accessible à des milieux « non-informés », contentons nous de souligner la réaction du Hezbollah : « la provenance de nos armes ne sont pas vos affaires ! » ... il ne nie effectivement pas l'usage de Scud ; ce qui, pour la communication du groupe, permet de montrer sa force en se servant de l'information de l'ennemi ; et tant pis pour l'image de ses alliés...

3) Saad Hariri monte au créneau

Le 21 avril, le leader sunnite Saad Hariri, en personne, comparait ces allégations à « *ce que l'on avait dit des armes de destruction massives de Saddam Hussein en Irak* ». Mais Observons aussi le comportement de Saad Hariri, arrivé au pouvoir suite au retrait syrien et à l'émotion populaire provoquée par sa mort, imputée, par son camps et par lui-même à plusieurs reprises, à Damas.

Le Liban reste officiellement en guerre froide contre Israël, si les pro-occidentaux peuvent profiter des faveurs de Tsahal, les nécessités de la politique intérieure, de l'unité nationale, ainsi qu'un anti-sionisme unanimement partagé et la crainte d'une intervention militaire pourrait suffire à expliquer ce revirement.

Conclusion :

D'autres éléments poussent Saad Hariri à cette défense éperdue du gênant tuteur syrien. Depuis plusieurs mois, le leader pro-occidental est un maillon essentiel du retour de la Syrie dans l'architecture mondiale. Il concrétisait ce revirement en décembre dernier en rendant une visite à son ancien « ennemi mortel ».), emboîtant le pas au roi d'Arabie Saoudite, venu lui aussi après une période grandes tensions, rencontrer le chef d'Etat syrien en octobre. A l'intérieur, dans la famille Hariri, on admettait discrètement que ce revirement était le fait de « *l'Occident, qui a réhabilité la régime syrien car il a besoin de lui dans la lutte contre les islamistes, pour la stabilisation de l'Irak en espérant l'éloigner de l'Iran* »^{xii}. Damas n'a d'ailleurs pas abandonné sa volonté de tirer le parti maximal de cette reconfiguration en inculquant une douzaine de politiciens libanais, dont plusieurs des propres ministres de Saad Hariri lui-même, quelques jours avant la rencontre.

Le tribunal sur le Liban devrait rendre un verdict dans les mois prochains, sans réelles avancées notoires. La question de la validité de ce tribunal spécial, dont le budget a été évalué à 25 millions d'euro par an, reste ainsi posé, d'autant qu'il intervient dans un nouveau contexte de normalisation avec les Etats Unis.

Cela dit, fidèles à une stratégie « Reaganienne », la guerre de l'information des Etats-Unis et de ses alliés, et la pression tous azimuts, sur les dossiers irakiens, des liens au Hezbollah ou les armes de destruction massive semble devoir perdurer afin de jouer de « la carotte et du bâton » afin d'éloigner Damas de l'anti-alignement.

ⁱl'agence de presse de l'ONU, datée du 13/12/2005

ⁱⁱBBC, 21/04/2006

ⁱⁱⁱ8^{ème} ; 07/2007

^{iv}RFI

^vConoco dans le gaz depuis 1998, 4 autres compagnies en 2003

^{vi}NYTimes, 12/09/2005

^{vii}Times, N. Blanford, 27/10/2008

^{viii}AFP du 19/09/2007

^{ix}CNN, 11/09/2007

^xReuters, 18/02/2009)

^{xi}Déclaration de Bashar en avril 2008

^{xii}RFI, Paul Khalifeh, 19/12/2009